

à tou·tes les travailleur·euses

Le 14 décembre,
la CGT se mobilise pour
exiger l'égalité des
droits pour l'ensemble
des travailleuses
et travailleurs migrant.es !

l'unité, une nécessité absolue pour défendre nos conquies sociaux !

Pour passer en force sa politique de régression sociale, le gouvernement Barnier/Retailleau tente de détourner l'attention des salarié·es du monde du travail en s'attaquant explicitement à l'ensemble des travailleuses et travailleurs immigré·es avec ou sans titre de séjour valide.

En effet, derrière les discours xénophobes du ministre de l'Intérieur où les travailleurs immigrés seraient responsables de tous les maux de la société française, le gouvernement s'attaque aux droits sociaux de l'ensemble des salarié·es.

Par exemple, supprimer l'AME pour les migrant.es sans papiers tout en augmentant le ticket modérateur (le reste à charge pour l'assuré) de 30 % à 40 % en 2025 et en baissant le plafond de remboursement des indemnités journalières participent de la même volonté antisociale du gouvernement de faire payer aux salarié·es les dérives budgétaires issues des cadeaux fiscaux offerts aux patrons et aux actionnaires (173Md€/an)

C'est donc dans l'unité que les travailleuses et travailleurs, quelques soient leur nationalité ou leur situation administrative doivent mener la bataille pour conquérir des droits sociaux pour toutes et tous.



Le gouvernement s'attaque à l'égalité des droits


L'engagement de la CGT aux côtés des travailleur·euses migrants avec ou sans papiers est placé sous le signe de la nécessaire bataille pour l'égalité des droits.

C'est bien l'absence de titre de séjour qui crée l'absence de droits et facilite la surexploitation du travail migrant et organise une concurrence entre les travailleurs. Or, en annulant de fait la Circulaire de novembre 2012, (dite circulaire Valls) qui ouvrait un filet de régularisation par le travail, en durcissant les conditions de régularisation, en multipliant les difficultés pour le renouvellement de titres de séjour, le gouvernement veut criminaliser aux yeux de l'opinion publique les travailleuses et des travailleurs immigré·es et faire d'eux des salarié·es de seconde zone, précaires et sans droits.

Cette politique discriminatoire accentuera, de fait, la surexploitation des travailleur·euses immigré·es, la pression patronale sur l'ensemble des salarié·es et fragilisera les droits de toutes et tous.



Refusons le piège de la division



C'est au plus près des salarié-es, avec ses syndicats d'entreprise, que la CGT doit organiser la contre-offensive pour mettre en échec les projets xénophobes et antisociaux du gouvernement Barnier/Retailleau.

Refusons le piège de la division et mobilisons-nous le 14 et le 18 décembre à l'occasion de la journée mondiale pour la dignité et les droits des migrants, pour exiger la délivrance de titres de séjour pérennes et l'égalité des droits pour tous les travailleur-euses émigré-es.

le 14 décembre

**toutes et tous
en manif
pour l'égalité
des droits,
pour vivre
et travailler
dignement !**

